

Brochure n° 3084

Convention collective nationale

IDCC : 1431. – **OPTIQUE-LUNETTERIE
DE DÉTAIL**

(10^e édition. – Janvier 2005)

AVENANT DU 16 FÉVRIER 2006

À L'ACCORD DU 8 DÉCEMBRE 2004

PORTANT CRÉATION D'UN FONDS DE FINANCEMENT DU PARITARISME

NOR : ASET0650471M

IDCC : 1431

L'article 5 actuel est modifié et complété comme suit :

Article 5

Affectation du montant de la contribution recueillie

5.1. Répartition des fonds

Déduction faite des frais de collecte, les sommes recueillies sont réparties de la façon suivante :

- 34 % pour l'association paritaire créée par les organisations signataires de l'accord du 8 décembre 2004 et les organisations représentatives qui y ont adhéré, pour permettre son fonctionnement et la réalisation de son objet ;
- 66 %, répartis à parts égales entre les organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives et les organisations syndicales de salariés reconnues représentatives au plan national, signataires de l'accord du 8 décembre 2004 ou qui y ont adhéré.

La part des organisations professionnelles (33 %) et la part des organisations syndicales (33 %) sont réparties, pour chacune d'entre elles, de façon égale entre les organisations patronales d'une part, syndicales de l'autre, signataires ou adhérentes.

Il est précisé que, dans le cas où une confédération syndicale serait représentée par plusieurs personnes morales (syndicat, union, fédération...), il appartient à ces personnes morales de répartir entre elles la part calculée par sigle confédéral et de communiquer cette répartition à l'association paritaire.

L'adhésion à l'accord ne peut donner lieu à des versements rétroactifs.

5.2. Utilisation des fonds

Le montant global de la contribution recueillie est destiné à financer notamment :

- les frais de structure de l'association ;
- les frais de collecte ;
- le fonctionnement des commissions de négociation prévues conventionnellement ;
- les remboursements sur justificatifs des frais de déplacement, de repas et d'hébergement exposés par les représentants des délégations syndicales patronales et salariales à l'occasion de la négociation collective et à la participation aux réunions des commissions paritaires et préparatoires ;
- le remboursement aux organisations syndicales salariales et patronales du maintien de la rémunération de leurs salariés ;
- les frais de secrétariat, d'édition, de diffusion de mise en œuvre de moyens d'informations liées à la convention collective et aux diverses commissions afférentes ;
- les frais de formation des membres des commissions paritaires ;
- l'attribution des moyens aux organisations syndicales représentatives au niveau national, tant salariales que patronales contribuant au développement de l'exercice du syndicalisme ;
- l'association paritaire devra définir dans ses statuts, les conditions de prises en charge des diverses dépenses liées à l'application du présent accord et fixer les modalités de gestion des fonds collectés.

Le texte du présent avenant est établi en suffisamment d'exemplaires pour qu'un original soit notifié, conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail, à chaque organisation représentative à l'issue du délai de signature. A l'expiration de la période d'opposition de 15 jours qui court à compter de la date la plus tardive de réception des lettres recommandées avec avis de réception notifiant cet avenant, il sera déposé, par la partie la plus diligente, en 5 exemplaires originaux, à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Paris et au conseil de prud'hommes de Paris. Les parties signataires sont convenues de demander l'extension du présent avenant, dès connaissance du numéro du récépissé de dépôt délivré par la DDTEFP.

Fait à Paris, le 16 février 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

Union des opticiens (UDO).

Syndicats de salariés :

Confédération française démocratique du travail (CFDT), fédération des services ;

Fédération des employés et cadres CGT-Force ouvrière ;

Confédération française des travailleurs chrétiens (CFDT), fédération des syndicats commerce, services et force de vente (CSFV) ;

Fédération nationale de l'encadrement du commerce et des services (FNECS), confédération française de l'encadrement (CFE) CGC ;

Confédération générale du travail (CGT), fédération du commerce et des services.